



CHAPITRE 19

Loi concernant les juges des sessions, les magistrats de district et les juges des Cours de jeunes délinquants

[Sanctionnée le 17 février 1949]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 15,
a. 2, am.

1. L'article 2 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 15, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

Un seul
traite-
ment.

"4. Le juge ou le magistrat titulaire de plusieurs fonctions pour lesquelles la présente loi fixe des traitements n'a droit qu'à un seul de ces traitements. S'ils sont différents, il a droit au plus élevé.

Augmen-
tation.

Ce traitement, dans le cas d'une même personne remplissant les fonctions de juge en chef des sessions et de magistrat de district en chef ou de magistrat de district en chef adjoint, est augmenté dans la proportion d'un tiers pendant le temps qu'elle remplit les deux fonctions.

Effet ré-
troactif.

Le présent paragraphe a son effet depuis le premier juillet 1948."

R.S., c. 15,
a. 216,
am.

2. L'article 216 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 12, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Juges en
chef.

"Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un juge en chef, avec résidence dans la cité de Montréal et

CHAPTER 19

An Act respecting Judges of the Sessions, District Magistrates and Judges of the Juvenile Delinquents' Courts

[Assented to, the 17th of February, 1949]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), amended by section 1 of the act 6 George VI, chapter 15, is again amended by replacing subsection 4 by the following:

R.S., c. 15,
s. 2, am.

"4. Any judge or magistrate holding several offices for which this act fixes salaries shall be entitled to only one of such salaries. If such are different, he shall be entitled to the highest.

One salary
only.

Such salary, in the case of the same person exercising the functions of chief justice of the sessions and chief district magistrate or associate chief district magistrate, shall be increased in the proportion of one-third during the time he exercises the two functions.

Increase.

This subsection shall have effect as from the first of July, 1948."

Retro-
active
effect.

2. Section 216 of the said act, amended by section 1 of the act 10 George VI, chapter 12, is again amended

R.S.,
c. 15,
s. 216,
am.

a) by replacing the second paragraph by the following:

"The Lieutenant-Governor in Council may appoint a chief justice, with residence in the city of Montreal and a chief

Chief
justices.

un juge en chef avec résidence dans la cité de Québec.”;

b) en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

Nombre maximum.

“Le nombre des juges des sessions ne doit en aucun temps dépasser vingt-cinq, y compris les deux juges en chef des sessions.”;

c) en y ajoutant, après le sixième alinéa, le suivant:

Vacance.

“Lorsque la fonction de juge en chef des sessions devient vacante dans une des divisions d’appel, la juridiction administrative du juge en chef des sessions de l’autre division d’appel s’étend à toute la province, jusqu’à la nomination d’un titulaire à la fonction vacante. Pendant cette période, le traitement du juge en chef des sessions dont la juridiction est ainsi étendue est augmenté dans la proportion d’un tiers. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, parmi les juges des sessions, un titulaire pour remplir temporairement la fonction vacante en attendant une nomination définitive.”

justice with residence in the city of Québec.”;

b. by replacing the sixth paragraph by the following:

“The number of judges of the sessions shall, at no time, exceed twenty-five, including the two chief justices of the sessions.”;

Maximum number.

c. by adding thereto, after the sixth paragraph, the following:

“When the functions of chief justice of the sessions becomes vacant in one of the appeal divisions, the administrative jurisdiction of the chief justice of the sessions of the other appeal division shall extend to the whole Province, until a chief justice has been appointed to fill the vacant function. During this period, the salary to the chief justice of the sessions whose jurisdiction is thus extended shall be increased in the proportion of one-third. However, the Lieutenant-Governor in Council, may appoint, from amongst the judges of the sessions, a judge to fill the vacant function temporarily, pending a permanent appointment.”

Vacancy.

S.R., c. 15, a. 217, am.

3. L’article 217 de ladite loi, modifié par l’article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 20, est de nouveau modifié en y ajoutant l’alinéa suivant:

Juge arbitre.

“Un juge des sessions peut aussi, avec l’autorisation préalable du procureur général, remplir des fonctions d’arbitre ou faire partie d’un organisme remplissant ces fonctions.”

3. Section 217 of the said act, amended by section 2 of the act 9 George VI, chapter 20, is again amended by adding the following paragraph thereto:

R.S., c. 15, s. 217, am.

“A judge of the sessions may also, with the previous authorization of the Attorney-General, exercise the functions of arbitrator or be a member of an organization performing such functions.”

Judge arbitrator.

S.R., c. 15, a. 219, am.

4. L’article 219 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot “huit” par le mot “dix”;

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot “sept” par le mot “huit”.

4. Section 219 of the said act is amended

R.S., c. 15, s. 219, am.

a. by replacing, in the third line, the word “eight” by the word “ten”;

b. by replacing, in the fifth line, the word “seven” by the word “eight”.

Id., a. 236, am.

5. L’article 236 de ladite loi, modifié par l’article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 18, est remplacé par le suivant:

5. Section 236 of the said act, amended by section 2 of the act 9 George VI, chapter 18, is replaced by the following:

Id., a. 236, am.

Pension à certains juges.

“**236.** Si un juge des sessions, après avoir rempli sa charge pendant huit ans au moins, est atteint d’une infirmité permanente qui l’empêche de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission, ou si, après avoir rempli cette charge durant vingt-deux ans au moins, il donne

“**236.** If any judge of the sessions who has been in office for at least eight years, becomes permanently infirm so as to be prevented from usefully performing his duties, and resigns such office, or if, having held such office for at least twenty-two years, he resigns the same, the Lieutenant-

Pension to certain judges.

sa démission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui accorder une pension égale aux deux tiers du traitement qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949."

S.R., c. 15, a. 236a, aj. **6.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 236, le suivant:

Pension à certains juges.

"**236a.** A tout juge des sessions qui a atteint l'âge de soixante-dix ans, mais n'a pas encore atteint celui de soixante-quinze ans, qui a rempli sa charge durant une période de quinze ans ou plus, mais de moins de vingt ans, et qui donne sa démission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder une pension égale aux deux tiers du traitement qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949."

S.R., c. 15, a. 237, remp., **7.** L'article 237 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 11, par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 18, et par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 12, est remplacé par le suivant:

Retraite.

"**237.** Tout juge des sessions qui a atteint l'âge de soixante-quinze ans cesse de remplir ses fonctions et est mis à la retraite.

Pension égale au traitement.

A tout juge ainsi mis à la retraite et à tout autre juge des sessions qui a atteint l'âge de soixante-cinq ans, qui a rempli sa charge durant au moins vingt ans et qui donne sa démission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder une pension égale au traitement qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949."

S.R., c. 15, a. 238, remp., **8.** L'article 238 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 10 George VI, chapitre 12, est remplacé par le suivant:

Pension égale au traitement.

"**238.** Si un juge des sessions, après avoir rempli sa charge durant vingt ans, est atteint d'une infirmité permanente ne lui permettant pas de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui accorder une pension égale au traitement qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949."

Governor in Council may grant him a pension equal to two-thirds of the salary which was attached to his function on the first of January, 1949."

6. The said act is amended by adding thereto, after section 236, the following: R.S., c. 15, s. 236a, added.

"**236a.** To every judge of the sessions who having reached the age of seventy years, but who has not yet reached the age of seventy-five years, and who has been in office fifteen years or more, but less than twenty years and resigns his office, the Lieutenant-Governor in Council may grant a pension equal to the two-thirds of the salary of the office held by him on the first of January, 1949." Pension to certain judges.

7. Section 237 of the said act, amended by section 2 of the act 7 George VI, chapter 11, by section 3 of the act 9 George VI, chapter 18, and by section 2 of the act 10 George VI, chapter 12, is replaced by the following: R.S., c. 15, s. 237, replaced.

"**237.** Every judge of the sessions who has reached the age of seventy-five years shall cease to exercise his functions and shall be retired. Retirement.

To every judge so retired and to every other judge of the sessions who has reached the age of sixty-five years, who has been in office for at least twenty years and who resigns such office, the Lieutenant-Governor in Council may grant a pension equal to the salary which was attached to his office on the first of January, 1949." Full pension.

8. Section 238 of the said act, amended by section 3 of the act 10 George VI, chapter 12, is replaced by the following: R.S., c. 15, s. 238, replaced.

"**238.** If any judge of the sessions, after having held office for twenty years becomes afflicted with some permanent infirmity so as to be prevented from usefully performing his duties, the Lieutenant-Governor in Council may grant him a pension equal to the salary which was attached to his office on the first of January, 1949." Full pension.

S.R., c. 15,
a. 239,
am.

9. L'article 239 de ladite loi est modifié en y ajoutant après les chiffres "236", dans la cinquième ligne, les chiffres "236a".

9. Section 239 of the said act is amended by adding thereto after the figures "236", in the fifth line, the figures "236a".

Id., a. 240,
remp.

10. L'article 240 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 15 et par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 18, est remplacé par le suivant :

10. Section 240 of the said act, amended by section 2 of the act 6 George VI, chapter 15 and by section 4 of the act 9 George VI, chapter 18, is replaced by the following:

Démis-
sion.

"240. Dans les cas prévus par les articles 236 et 236a, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à tout juge des sessions qui démissionne dans les trente jours d'une demande écrite qui lui est faite par le procureur général, une pension égale aux trois quarts du traitement qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949.

"240. In the cases provided for by sections 236 and 236a, the Lieutenant-Governor in Council may grant to any judge of the sessions who resigns within the thirty days of a written request made to him by the Attorney General, a pension equal to three-quarters of the salary attached to his office on the first of January, 1949.

Nouvelle
charge.

Si un juge des sessions donne sa démission afin d'accepter une autre charge sous le gouvernement de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui accorder une pension égale à celle à laquelle il aurait droit s'il était alors mis à la retraite en vertu de l'un des articles précédents."

If a judge of sessions resigns in order to accept another appointment under the Government of the Province, the Lieutenant-Governor in Council may grant him a pension equal to that to which he would be entitled if he were then retired under one of the preceding sections."

S.R., c. 15,
a. 242,
am.

11. L'article 242 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa du paragraphe 1, les mots "quinze cents" par les mots "deux mille cinq cents".

11. Section 242 of the said act is amended by replacing, in the fourth line of the first paragraph of subsection 1, the words "fifteen hundred" by the words "two thousand five hundred".

Id., a. 243,
remp.

12. L'article 243 de ladite loi est remplacé par le suivant :

12. Section 243 of the said act is replaced by the following:

Paiement
sur fonds
consolidé.

"243. Les pensions prévues par les articles 236 à 242, inclusivement, sont viagères, sous les réserves stipulées, quant aux veuves de juges des sessions, à l'article 242; elles sont payées mensuellement, à même le fonds consolidé du revenu."

"243. The pensions contemplated by sections 236 to 242, inclusive, are for life, under the reserves stipulated, as to widows of judges of the sessions, in section 242; they shall be paid monthly, out of the consolidated revenue fund."

S.R., c. 15,
a. 254,
am.

13. L'article 254 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 12, et par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 23, est de nouveau modifié

13. Section 254 of the said act, amended by section 4 of the act 10 George VI, chapter 12, and by section 3 of the act 11 George VI, chapter 23, is again amended

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, le mot "six" par le mot "sept";

a. by replacing, in the third line of the second paragraph, the word "six" by the word "seven";

b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

b. by adding thereto the following paragraph:

Restriction.

"Toutefois, la pension accordée à un juge de la Cour des jeunes délinquants est

"However, the pension granted to any judge of the Juvenile Delinquents' Court

basée sur le traitement annuel qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949."

is based on the yearly salary which was attached to his office on the first of January, 1949."

S.R., c. 15,
a. 262,
am.

14. L'article 262 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 10 George VI, chapitre 12, et par l'article 4 de la loi 11 George VI, chapitre 23, est de nouveau modifié

14. Section 262 of the said act, R.S., c. 15, amended by section 5 of the act 10 George VI, chapter 12, and by section 4 of the act 11 George VI, chapter 23, is again amended

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, le mot "six" par le mot "sept";

a. by replacing, in the second line of the third paragraph, the word "six" by the word "seven";

b) en y ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

b. by adding thereto, after the fourth paragraph, the following:

Restriction.

"Toutefois, la pension accordée au juge de la Cour des jeunes délinquants de Québec est basée sur le traitement annuel qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949."

"However, the pension granted to the judge of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec shall be based on the yearly salary which was attached to his office on the first of January, 1949."

S.R., c. 15,
a. 268, am.

15. L'article 268 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 18, est de nouveau modifié

15. Section 268 of the said act, R.S., c. 15, amended by section 6 of the act 9 George VI, chapter 18, is again amended

a) en y retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots " , parmi les magistrats de district de cette province,";

a. by deleting therefrom, in the second and third lines of the first paragraph, the words " , from amongst the district magistrates of this Province,";

b) en y retranchant, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, les mots " , parmi ces magistrats,"

b. by deleting therefrom, in the first and second lines of the second paragraph, the words " , from amongst such magistrates,";

c) en remplaçant, dans la quatrième ligne du quatrième alinéa, le mot "suppléant" par le mot "adjoind";

c. by replacing, in the fourth line of the fourth paragraph, the word "Acting" by the word "Associate";

d) en y ajoutant l'alinéa suivant:

d. by adding thereto the following paragraph:

Vacance.

"Lorsque la fonction de magistrat de district en chef ou celle de magistrat de district en chef adjoind devient vacante, la juridiction administrative de celui qui reste en fonction s'étend à toute la province jusqu'à la nomination d'un titulaire à la fonction vacante. Pendant cette période, le traitement du magistrat dont la juridiction est ainsi étendue est augmenté dans la proportion d'un tiers. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, parmi les magistrats de district, un titulaire pour remplir temporairement la fonction vacante en attendant une nomination définitive."

"When the office of Chief District Magistrate or that of Associate Chief District Magistrate becomes vacant, the administrative jurisdiction of the one who remains in office shall extend to the whole Province until a chief justice has been appointed to fill the vacant office. During such period, the salary of the magistrate whose jurisdiction is thus extended shall be increased in the proportion of one-third. Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may appoint, from amongst the district magistrates, a judge to fill the vacant office temporarily, pending a permanent appointment."

S.R., c. 15,
a. 272, am.

16. L'article 272 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 9 George VI, chapitre 18, et par l'article 2 de la loi 9

16. Section 272 of the said act, R.S., c. 15, amended by section 8 of the act 9 George VI, chapter 18, and by section 2 of the act

George VI, chapitre 20, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "huit" par le mot "dix";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "six" par le mot "huit".

S.R., c. 15, a. 274, remp. **17.** L'article 274 de ladite loi, remplacé par l'article 9 de la loi 9 George VI, chapitre 18, et modifié par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 23, est remplacé par le suivant:

Pension. **"274.** Les articles 217, 236, 236a, 237, 238, 239, 240, 240a, 241, 242 et 243 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux magistrats de district nommés en vertu de la présente section."

S.R., c. 15, a. 289, am. **18.** L'article 289 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, et par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 12, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

Nombre des magistrats. **"4.** Le nombre des magistrats ne doit en aucun temps dépasser trente-trois, y compris le magistrat de district en chef et le magistrat de district en chef adjoint."

Pension à certaine veuve. **19.** Une pension de douze cents dollars est payée, à même le fonds consolidé du revenu, à compter du premier mai 1948, à la veuve de tout magistrat de district nommé après le premier janvier 1943, qui a exercé ses fonctions pendant plus de cinq ans, qui, au cours de cette période, a agi comme président de la Commission de relations ouvrières de la province de Québec et qui est décédé avant le premier mai 1948.

Durant viduité. Cette pension est payée à la veuve sa vie durant et pendant viduité.

Pensions non affectées. **20.** Les dispositions de l'article 11 de la présente loi n'affectent pas les pensions accordées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Application. **21.** Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux juges en chef des sessions, juges des sessions, magistrat de district en chef, magistrat de district en chef adjoint, magistrats de district et juges des Cours de jeunes délinquants en fonction

9 George VI, chapitre 20, is again amended

a. by replacing, in the second line, the word "eight" by the word "ten";

b. by replacing, in the fifth line, the word "six" by the word "eight".

R.S., c. 15, s. 274, replaced. **17.** Section 274 of the said act, replaced by section 9 of the act 9 George VI, chapter 18 and amended by section 6 of the act 11 George VI, chapter 23, is replaced by the following:

Pension. **"274.** Sections 217, 236, 236a, 237, 238, 239, 240, 240a, 241, 242 and 243, shall apply, *mutatis mutandis*, to district magistrates appointed under this division."

R.S., c. 15, s. 289, am. **18.** Section 289 of the said act, amended by section 2 of the act 9 George VI, chapter 19, and by section 7 of the act 10 George VI, chapter 12, is again amended by replacing subsection 4 by the following:

Number of magistrates. **"4.** The number of magistrates shall not, at any time, exceed thirty-three, including the Chief District Magistrate and the Associate Chief District Magistrate."

Pension to certain widow. **19.** A pension of twelve hundred dollars shall be paid, out of the consolidated revenue fund, as from the first of May, 1948, to the widow of every district magistrate appointed after the first of January, 1943, who has performed his duties for over five years, and who, during such period, has acted as chairman of the Labour Relations Board of the Province of Quebec and who died before the first of May, 1948.

During widowhood. Such pension shall be paid to the widow for life during widowhood.

Pensions not affected. **20.** The provisions of section 11 of this act shall not affect the pensions granted before the coming into force of this act.

Application. **21.** The provisions of this act shall apply to chief justices of the sessions, judges of the sessions, the Chief District Magistrate, the Associate Chief District Magistrate, district magistrates and judges of Juvenile Delinquents' Courts in

lors de l'entrée en vigueur de la présente loi ou qui seront nommés par la suite.

office on the coming into force of this act or who shall be appointed thereafter.

Entrée en
vigueur.

22. La présente loi entrera en vigueur le premier mars 1949.

22. This act shall come into force on the first of March, 1949. Coming
into force.